

Droit des contrats



Notions élémentaires



La sanction des conditions de formation du contrat

Lorsqu'une **condition de formation** du contrat fait **défaut**, l'accord de volonté ne peut valablement créer des effets de droit.

Le contrat est **nul** (art. 1178 C. civ.).



La **nullité est absolue** si la règle violée protège **l'intérêt général** ; l'action en nullité est alors ouverte à **toute personne** qui y a intérêt (art. 1179 et 1180 C. civ.).

La **nullité est relative** si la règle violée protège un **intérêt privé** ; seule la **partie protégée** peut s'en prévaloir (art. 1179 et 1181 C. civ.).



Conséquences (rappel)

Le contrat annulé est censé n'avoir **jamais existé** (art. 1178, al. 2 C. civ.).

Les prestations exécutées donnent lieu à **restitutions réciproques** (art. 1178, al. 3 C. civ.).



Restitutions (rappel)

Les **restitutions** suivent le régime des articles 1352 à 1352-9 du Code civil (art. 1178, al. 3 C. civ.).



Celui qui doit restituer une
chose peut obtenir le
remboursement des
dépenses nécessaires à la
conservation de cette chose
(art. 1352-5 C. civ.).

Celui qui doit restituer une
somme d'argent en doit les
intérêts (art. 1352-6 du C.
civ.).




La partie **lésée** peut également demander l'allocation de **dommages-intérêts** (de nature extracontractuelle) pour réparer le **préjudice subi** (art. 1178 al. 4 C. civ.), sur le fondement de l'art. 1240 C. civ.



Prescription

L'action en nullité se prescrit par **cinq ans** (art. 2224 C. civ.).

Le délai court à compter du jour où le titulaire de l'action a **connaissance**, ou aurait dû avoir connaissance, de **la cause de nullité** (art. 2224 C. civ. ; pour les **vices du consentement** : art. 1144 C. civ.).



L'action en nullité ne peut
cependant plus être exercée
au-delà de 20 ans après la
conclusion du contrat (**délai**
butoir de l'art. 2232 C. civ.).



MAITZ
A V O C A T
JUN